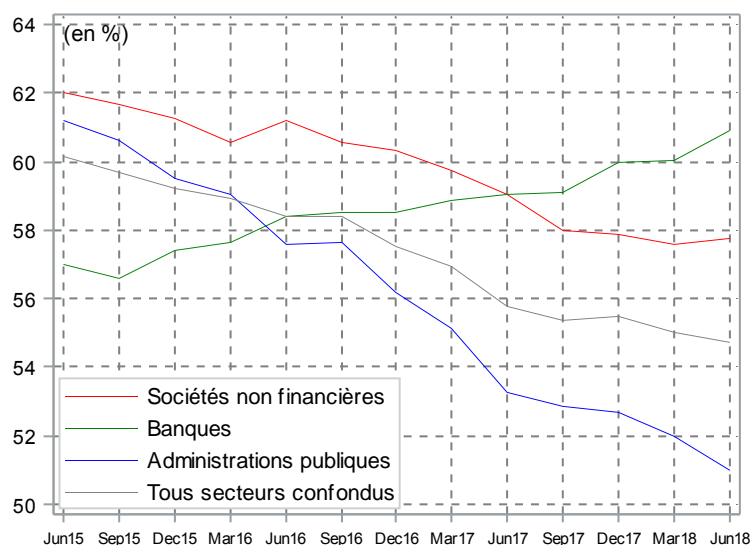


Émission et détention de titres français au 30 juin 2018

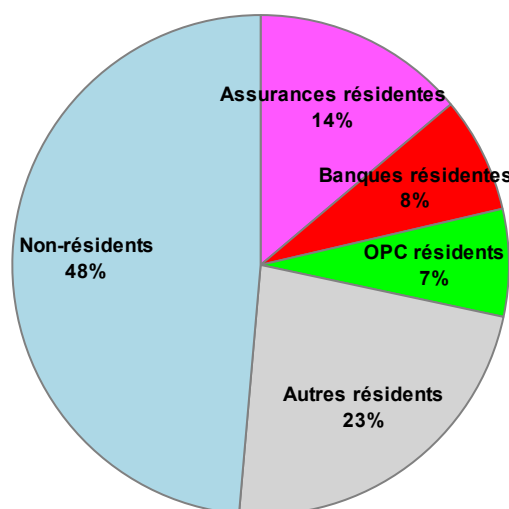
Au cours des douze derniers mois, les titres à plus d'1 an émis par les banques françaises ont été acquis par des non-résidents

- La part des non-résidents dans la détention de titres de dette de long terme des banques poursuit sa progression (à 61 % au lieu de 59 % fin juin 2017). De fait, les non-résidents ont acquis la totalité des émissions nettes à plus d'1 an des banques françaises (tableau 2).
- La détention étrangère est stable pour les titres émis par les sociétés non financières (à 58 % en stock à fin juin 2018) et continue de décroître pour les titres émis par les administrations publiques (à 51 % au lieu de 53 % fin juin 2017).
- Au total, ces évolutions se compensent : les non-résidents détiennent 55 % des titres de la dette de long terme française (56 % un an auparavant).

Graphique 1 : Détention par les non-résidents de la dette de long terme (par secteur émetteur résident)



Graphique 2 : Répartition par secteur détenteur des titres émis par les résidents (dettes totales et actions cotées) à fin juin 2018



Les statistiques commentées dans le présent document sont élaborées par la Direction générale des statistiques de la Banque de France (direction de la balance des paiements). Les données relatives aux émissions sont établies à partir des déclarations des émetteurs et celles relatives aux détenteurs par les déclarations des teneurs de compte conservateur. Pour en savoir plus sur l'activité de tenue de compte – conservation de titres : <https://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/stats-info/detail/conservation-de-titres.html>

Le long terme correspond aux émissions d'une durée initiale supérieure à un an.

Les données présentées ici sont susceptibles d'être révisées en fonction des corrections et compléments de collecte trimestriels et annuels.

Tableau 1 : ÉMISSIONS DE TITRES PAR SECTEUR ET PART DES NON RESIDENTS DANS LEUR SOUSCRIPTION

(Encours et flux en milliards d'euros)

	Encours brut	Émissions nettes	Flux net d'achat par les non-résidents	Emissions nettes	Flux net d'achat par les non-résidents
	Fin juin 2018	Cumul 4 trimestres		T2 2018	
TOTAL	6 023	122	7	23	24
TITRES DE DETTE (1)	3 902	108	12	17	10
Sociétés non financières	637	28	9	10	5
Administrations publiques (4)	1 925	23	-36	3	-8
<i>dont État (4)</i>	<i>1 725</i>	<i>38</i>	<i>-24</i>	<i>14</i>	<i>1</i>
Banques (2)	1 105	34	30	-2	12
<i>dont garanties par des actifs affectés</i>	<i>271</i>	<i>-6</i>	<i>-6</i>	<i>-2</i>	<i>0</i>
<i>dont émissions de court terme</i>	<i>234</i>	<i>6</i>	<i>-3</i>	<i>-8</i>	<i>3</i>
Institutions financières non monétaires (3)	234	22	9	6	1
ACTIONS COTÉES (1)	2 121	14	-5	6	14

- (1) L'encours des titres de dette est exprimé en valeur nominale, celui des actions en valeur de marché. Les flux d'achats/ventes sont exprimés en valeur de transaction.
(2) Hors impact des opérations internes aux groupes bancaires et y compris les émissions des sociétés de financement.
(3) Les institutions financières non monétaires émettrices regroupent notamment les assurances, les organismes de titrisation, les fonds communs de créance, les entreprises d'investissement.
(4) Émissions nettes totales, non consolidées (pas de rapprochement possible de ce fait avec l'encours de titres pris en compte pour la mesure de l'endettement public selon le Traité de Maastricht).

Tableau 2 : PART DES ÉMISSIONS FRANÇAISES DANS LA ZONE EURO

(valeurs nominales, encours et flux en milliards d'euros)

	Encours brut de la ZE	Part de la France dans l'encours de la ZE	Émissions brutes cumulées sur 4 trimestres. Fin juin 2018		Part de la France dans les émissions brutes de la ZE cumulées sur 4 trimestres	
	Fin juin 2018		France	Zone euro	Fin juin 2018	Fin juin 2017
TITRES DE DETTE	16 825	23%	2 252	7 243	31%	34%
Sociétés non financières	1 294	49%	306	656	47%	52%
Administrations publiques	8 081	24%	865	2 376	36%	36%
Banques	4 097	27%	943	2 772	34%	42%
<i>dont émissions de court terme</i>	<i>523</i>	<i>45%</i>	<i>772</i>	<i>2 037</i>	<i>38%</i>	<i>51%</i>
Institutions financières non monétaires	3 353	7%	138	1 439	10%	7%

Source et réalisation : DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES

